

# Zareh Sinanian : “Le rapatriement est la seule solution”

Ancien maire de Glendale, il a été nommé en 2019 haut-commissaire aux affaires de la Diaspora en Arménie. Sans langue de bois, Zareh Sinanian nous livre son point de vue sur les défis qui se posent à la relation Arménie-Diaspora et les perspectives d'avenir dans le contexte du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance et de la seconde guerre du Karabagh. A ses yeux, les principales difficultés actuelles sont imputables aux « anciens ».

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN (EREVAN)



Zareh Sinanian

**France Arménie : Quels sont selon vous les points forts et les points faibles de la relation Arménie-Diaspora ?**

**Zareh Sinanian :** Le point fort de la Diaspora est son énorme potentiel, son capital humain, économique et culturel, qui doivent en principe répondre aux besoins de l'Arménie en ressources humaines et matérielles. Le point faible de la Diaspora est son inorganisation. Lorsque l'on parle de désorganisation, je tiens compte de l'écrasante majorité des Arméniens du monde qui n'est affiliée à aucune structure communautaire. Tenant compte de manière réaliste de la taille de la Diaspora, c'est-à-dire près de 7 millions de personnes, il va de soi qu'il est impossible de réunir une telle population autour d'une structure. Par contre, il est important de se réunir autour d'une

idée et d'une aspiration communes. Les organisations politiques sont à mes yeux frappées d'obsolescence mais je note un besoin de synergies autour de pôles d'expertise qui servent un but précis.

**Autour de quelles valeurs les diasporiques doivent-ils se réunir ?**

Autour de l'Etat arménien ! Je fais la distinction entre l'intérêt de l'Etat et la loyauté à un régime ou un gouvernement. La Diaspora doit tenir compte de la défense et du renforcement de cet Etat. Si les gouvernements changent, l'intérêt de l'Etat à mes yeux reste constant. C'est une question de principe. Malheureusement, nous n'avons pas pu inculquer cet esprit au cours des trente dernières années d'indépendance pour plusieurs raisons.

**Qu'est-ce qui a changé depuis la Révolution de velours dans la relation Arménie-Diaspora ?**

On a pu assister à une sorte de changement des mentalités. La relation Arménie-Diaspora était jusqu'à la Révolution de velours basée sur une forme d'assistanat de la part de la Diaspora. Personnellement, et c'est l'avis du Premier ministre Nikol Pachinian, je ne crois pas à la pérennité de ce modèle de relation. Certes, la guerre à laquelle nous n'étions pas préparés, a remis à l'ordre du jour cette relation mais elle constitue une exception. De toute manière, cette relation doit s'établir sur la base d'un respect réciproque et de la reconnaissance des intérêts mutuels, mais aussi de la valorisation de l'Etat arménien.

**L'aide humanitaire et le tourisme, quelques investissements, c'est très bien, mais la Diaspora malgré ce qu'en ont dit certains, n'est pas le pétrole de l'Arménie. Quelles sont les leçons que vous avez apprises de la dernière guerre et du besoin de structurer davantage ?**

Soyons lucides et regardons rétrospectivement le bilan en ce qui concerne l'Artsakh et les territoires conquis par les Azéris. L'écrasante majorité des infrastructures de l'Artsakh ont

été construites grâce à l'aide de la Diaspora, que ce soit via le Fonds arménien ou d'autres organismes. L'Etat arménien a été aux abonnés absents. Le montant des investissements total a été estimé à 220 millions de dollars depuis la création du Fonds arménien il y a trente ans. C'est une somme bien modeste par rapport au poids de la Diaspora, mais il ne faut pas la blâmer pour autant, car c'est le résultat de cette relation Arménie-Diaspora qui, à l'évidence, reposait sur une base bancaire. La Diaspora n'est pas une vache à lait, elle n'est pas non plus le pétrole de l'Arménie, le problème est plus profond et prend sa source en Arménie. Laquelle a pensé qu'elle pourrait être un pays rentier grâce à la Diaspora en délaissant volontairement le capital humain de cette dernière. Pire ! Tout a été fait pour décourager ses cadres à venir travailler ici. De là viennent les autres difficultés auxquelles nous faisons face en diaspora (manque de structuration, anachronisme des organisations politiques, modestie des dons et des transferts vers l'Arménie, etc.).

La Diaspora a sa part de responsabilité pour ne pas avoir suffisamment haussé la voix et dénoncé la corruption en Arménie, elle aurait pu par exemple exercer des pressions sur Erevan pour obtenir des réformes. Cette inertie a contribué à l'affaiblissement de l'Etat. Nous en payons le prix aujourd'hui.

**La Diaspora était quasiment absente des programmes des principales forces politiques en lice pendant les dernières élections législatives. Comment expliquez-vous ce phénomène ?**

De manière générale, les partis politiques en Arménie ne connaissent pas bien la Diaspora. Ils ne sont pas au fait de ses ressources et de son potentiel réel. Pendant la campagne des législatives, j'ai observé que l'opinion générale de la Diaspora était bien plus maximaliste, plus va-t-en-guerre, mais elle est surtout en déphasage avec les réalités de l'Arménie. A chacun de mes déplacements en diaspora, je suis frappé par ce déphasage entre le discours des diasporiques et les réalités du quotidien des Arméniens d'Arménie. En soutenant tel ou tel candidat honni par la population, les diasporiques n'ont pas compris que pour la majorité des Arméniens ce choix représentait une option insupportable. En Arménie, les gens votent en âme et conscience persuadés que leur vote a un impact pour leur avenir.

**A propos de la participation politique de la Diaspora à la consolidation de l'Etat, êtes-vous favorable à la création d'un Sénat en Arménie composé de cadres compétents de la Diaspora ?**

Je suis favorable à cette idée. Toute action qui va dans le sens de l'investissement de la Diaspora pour le développement de l'Etat arménien est louable, il faut toutefois agir avec prudence. Car si on accorde le droit de vote à tous les Arméniens de la Diaspora, on va devant des problèmes sérieux vu qu'il y a deux fois plus d'Arméniens en diaspora qu'en Arménie. Il faut pourtant créer des conditions flexibles pour que plus de diasporiques puissent prendre part à la vie politique du pays. Il faut songer à complexifier notre système politique en accordant des fonctions honorifiques à des diasporiques dont l'autorité morale serait reconnue mais qui n'auront pas le droit de légiférer. La création d'un tel organe serait un bon levier pour renforcer le rôle de la Diaspora et améliorer la vie politique arménienne.

Mais la question de l'organisation d'une élection de sénateurs reste en suspens. Elle sous-entend des mécanismes complexes. Je songe notamment au modèle portugais, où il existe un quota de quatre députés de leur diaspora au Parlement. Notre constitution pose aussi certains problèmes qui freinent l'accès de diasporiques à des postes de haute responsabilité. Si nous voulions nommer un ministre arménien de France reconnu pour ses compétences, il faudrait qu'il ait séjourné quatre ans en Arménie. Un rapatrié de la Diaspora ne pourra poser sa candidature à la députation qu'après avoir séjourné quatre ans en Arménie de manière continue. C'est la loi.

**Pourquoi selon vous, les politiques prônant le rapatriement ont quasiment toutes échoué ?**

Le rapatriement est la seule voie et la seule solution d'avenir qui se pose. Je constate malheureusement que les gens n'ont pas compris que l'inversion de la courbe démographique déclinante



Réunion de travail au bureau de l'Ombudsman

ne viendra pas de la seule Arménie. Le pic de naissances qui a suivi la guerre a été une réaction de court terme et constitue un phénomène marginal. Pour que nous ayons une croissance démographique rapide et suivie, nous avons besoin de rapatriement. Mais pour garantir le rapatriement, il nous faut créer les infrastructures appropriées. Nous en sommes conscients et œuvrons dans ce sens. Une des questions prioritaires concerne l'éducation des enfants. Aux USA, il existe des programmes d'intégration dans les écoles qui ont fait leur preuve, où on apprend l'anglais à des non natifs. Nous devons faire la même chose ici dans le secteur public, les rares écoles privées qui ont mis en œuvre ces programmes sont saturées. Force est de constater, et nous le regrettons, que les deux tiers des Arméniens de Syrie sont repartis, l'Arménie n'était pas leur premier choix. Nous devons agir pour garantir des salaires décentes. Les obstacles bureaucratiques demeurent une pierre d'achoppement majeure. Afin de pallier ce problème, nous sommes en train de mettre en place un centre d'aide à l'intégration des rapatriés afin de donner des solutions aux problèmes administratifs que rencontrent les candidats, de l'inscription scolaire à l'accès à l'emploi. Bref, faciliter la vie des rapatriés désorientés par le labyrinthe de l'administration arménienne. Le succès dépendra aussi de la qualité et des compétences des futurs rapatriés.

**Pensez-vous réaliste la mise en orbite d'une chaîne de télévision publique avec des programmes orientés pour un public diasporique ?**

C'est une question très importante dont il faut tenir compte, et non seulement à l'adresse d'un public diasporique ; mais il ne faut pas oublier que nous devons aussi nous adresser à la population crypto-arménienne de Turquie et aux Hamchens. Côté maternel, mes racines sont à Mouch et Igdır, et côté paternel, mes racines sont Istanbul et Bardizag. Mes quatre grands-parents sont d'Arménie occidentale. Il nous manque cruellement une télévision arménienne qui puisse être vue en Turquie par cette population afin qu'elle ne soit pas coupée de ses origines. Je n'ai pas d'explication à cette absence. C'est une question de manque de volonté. Sommes-nous ou non un Etat ou sommes-nous incapables d'exporter notre *soft power* ? Cela n'a jamais été une priorité. Ce projet aurait dû être mené il y a vingt ans. Depuis 2008, je ne regarde pas la télévision publique par manque d'intérêt. Ses programmes ne sont pas appropriés aux attentes d'un public diasporique. C'est une question de principe que d'investir l'outil médiatique en misant sur des programmes culturels de qualité.

**Envisagez-vous de créer des centres culturels sur le modèle de l'Alliance française, du British Council, du Goethe Institute ou encore de l'Institut Cervantes ?**

Je suis tout à fait favorable à ce que nous ayons notre propre Institut Machdotz ou Gomidas... L'important est le contenu. Ce centre culturel devra exporter le *soft power* arménien dans le monde et contribuer au développement culturel de la Diaspora dont le niveau artistique laisse à désirer. Les arts arméniens n'étant pas assez valorisés en diaspora, cela contribue à l'assimilation. Une culture forte est indéfectiblement liée à la nation qui, sans le socle étatique, ne peut pas s'épanouir. On revient encore une fois à la question de l'Etat. Pas question de jeter la pierre à la Diaspora, bien au contraire, une diaspora forte ne peut exister sans un Etat arménien fort. ■



Le Haut-commissariat mise sur la motivation de jeunes diplômés de diaspora pour réformer l'administration de l'Etat arménien

## I Gorts : un service

La relation Arménie-Diaspora a trop longtemps consisté en aide humanitaire, à la philanthropie, voire sur une base de respect mutuel et d'interdépendance. La Diaspora a lancé en 2019, le programme i Gorts, un stage d'une durée d'un an au sein de diverses

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN



Liana Simonian

diverses institutions publiques de la République d'Arménie dans le cadre du programme i Gorts 2021.

Si le programme Ner Uj, visant à attirer des startups de la Diaspora a porté ses fruits, tout comme le programme Jeunes ambassadeurs, le programme i Gorts, lancé en septembre 2020, propose un nouveau socle sur lequel la relation Arménie-Diaspora est censée s'épanouir. À la suite du processus de sélection, des professionnels arméniens du monde entier ont été invités à servir au sein du gouvernement arménien ; une cinquantaine de participants originaires de 19 pays travaillent actuellement dans

Coordnatrice de ce programme, Liana Simonian a rejoint le ministère de la Diaspora en 2018. Aux yeux de la jeune femme, il est impératif de pouvoir donner une possibilité et l'opportunité aux jeunes de la Diaspora qui ont des compétences dans leurs domaines et souhaitent servir l'Arménie, de travailler dans un ministère ou une administration. La première promotion a brillamment franchi ce cap. Certains de ses anciens stagiaires ont, du reste, été recrutés, à l'instar de Hayk Margarian, originaire de Russie, qui travaille dorénavant au sein du ministère de l'Economie et des Finances ; ou encore de Karin Yacoubian venue d'Israël et qui est salariée de sa propre équipe.

Avec une moyenne d'âge de 33 ans, et une proportion de femmes plus importante que d'hommes, ces candidats au programme doivent répondre aux critères suivants : être détenteur d'un bac + 5 et avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle, avoir vécu au moins cinq ans dans la Diaspora, être d'origine arménienne et idéalement maîtriser la langue arménienne. *“ Nous avons dû refuser certaines candidatures car les postulants n'étaient pas d'origine arménienne ”* dit-elle, avec un grand sourire. Les candidats admissibles sur dossier doivent passer plusieurs entretiens avant de se voir obtenir une réponse de l'administration où ils vont travailler. Chaque candidat accepté se voit octroyer un billet d'avion aller-retour payé, une allocation mensuelle de 336 000 drams (590 euros). De surcroît, une

# civique pour les jeunes de la Diaspora

souffert des rigueurs du post-soviétisme et d'une absence de base organique. Confinée à l'as- à l'assistanat, ou encore au tourisme mémoriel et familial, cette relation peine à se structurer. C'est en partie mués par une quête d'un nouveau paradigme que le Haut-commissariat à la Depuis 2020, des dizaines de professionnels de la Diaspora viennent en Arménie pour y effectuer administrations publiques.



Les candidats du programme I Gortz et du cabinet du Haut-commissariat posent avec le Premier ministre

assurance médicale d'urgence leur est fournie ainsi qu'un titre de séjour valable un an.

Certes, les émoluments sont modestes pour des jeunes professionnels venus d'un pays occidental et qui sont soucieux de conserver leur niveau de vie. *“ Certains ont dû rentrer chez eux en raison de la pandémie, mais pour la plupart, la motivation est au rendez-vous quand il s'agit d'apporter une nouvelle culture de travail, un nouvel état d'esprit, bref tout ce qui peut contribuer à réformer les administrations de la République d'Arménie ”*, rappelle Liana Simonian. L'autre difficulté consiste à pouvoir dépasser les clivages culturels, s'adapter à la mentalité du pays, sa langue et ses codes culturels. Et comment coïncider le profil des candidats avec les besoins des administrations. Le travail de Liana Simonian et de son équipe consiste notamment à proposer un suivi personnalisé, des formations et un accompagnement régulier pour aider les *i Gordzagan* à réussir leur stage. Cela consiste en des sessions d'évaluation et un monitoring suivi d'entretiens individualisés à raison d'au moins un par mois. *“ Nous sommes des facilitateurs et jouons un rôle d'interface avec les autres ministères afin que les profils des candidats puissent correspondre le mieux aux attentes des deux parties ”* souligne la jeune femme, qui

ajoute : *“ Les gens ne sont pas découragés par leur non-connaissance de l'arménien. Une fois qu'ils sont acceptés, ils suivent des cours intensifs afin d'acquies un niveau élémentaire. Nous pouvons les aider avec des partenaires du ministère de l'Éducation, de l'UGAB, pour que ce ne soit pas un obstacle ”*.

Ce 21 septembre, jour de la fête nationale commémorant l'indépendance, la seconde session débutera. Chemin faisant, le programme gagne en maturité et concilie l'impératif de bâtir un Etat en canalisant l'énergie patriotique et le savoir-faire des jeunes professionnels de la Diaspora. Si elle peut être utile à l'Arménie, l'Arménie à son tour peut être utile à la Diaspora. ■

**Plus d'information ici :** <http://diaspora.gov.am/en/programs/25/fellowship#b1890>

Parmi les domaines de compétence concernés, on notera : les sciences politiques, l'administration publique, les affaires internationales, la résolution de conflits et domaines d'études similaires ; la sociologie, la sécurité, la psychologie, l'éducation, le droit, l'informatique et les technologies de l'information. Les études de la communication et des médias, la gestion des risques de catastrophe, les études environnementales, l'agriculture, le tourisme, l'urbanisme et la gestion des déchets. Mais aussi l'architecture, l'ingénierie, la médecine et les sciences de la santé, le commerce international, la finance, les statistiques et l'économie.



Familiariser les jeunes de la Diaspora avec les institutions et l'administration de la République d'Arménie